L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. | NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 2 JUIN 1868. | Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIBERT, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $10; par semestre, $5; par trimestre, $3.
Prix d'un exemplaire, 10 centx.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi :
Par an, $5; par semestre, $3.

TARIF D'ANNONCES.
Les annonces transitoires, placées à tour de rôle dans les diverses parties du journal, paieront $1 50 la ligne pour la première insertion, et 75 CENTS la ligne pour chaque insertion subséquente.
Les annonces judiciaires de la page éditoriale paieront $1 50 la ligne à chaque insertion.
Les annonces non publiées par intervalle, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.
Les annonces de mots, dans la page éditoriale, paieront 25 cents le carré par mois.
Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces auront, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, tel escompte qu'il sera convenu avec elles; mais dans aucun cas, cet escompte ne dépassera pas 10 pour cent.
Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 1' cents net la ligne pour chaque insertion.
Toute annonce transitoire doit être payée d'avance.
Les personnes dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées un fois.
Les comptes des personnes faisant régulièrement de annonces sont soldés sur-le-champ à la fin de chaque mois

☞ Pour la liste des navires et steamboat arrivés dans notre port, ainsi que les expédi tions en douane, voir à la page anglaise.

NOUVELLE-ORLEANS.
MARDI MATIN, 2 JUIN,

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par le Shériff, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, à midi—Intérêt dans la moitié indivise de deux terrains situés dans la Première District et numérotés, face aux rues Water et Delta—De plus, à 10 heures et demie, sur les lieux : la balance du fonds d'une distillerie située aux Nos 181 et 182, rue de la Levée, près de la Presse à coton à vapeur de la Levee, 3me District; la balance formant du fonds d'une distillerie.

A midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale : Bien-fonder situé rues Water et Delta, entre Notre-Dame et Julia, 1re District.

Et à 5 heures P. M., sur les lieux, rue Bacchus, entre Terpsichore et Melpomène, 4eme District : Meubles et effets.

Voir aux ann onces.

Billets et comptes à l'encan.

Mes ieurs J. B. Walton et Dodsonde, rendront au jourd'hui à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, des billets et comptes appartenant à la succession de M. Alfred Dolhonde.

Protection et libre échange.

Au moment où les Etats-Unis se débattent sous les étreintes d'une crise financière et industrielle, due tout autant à l'application du système protectionniste qu'à des impôts écrasants, il est intéressant de suivre la lutte ardente et passionnée à laquelle se livrent, en ce moment, dans le Corps législatif français, à l'occasion de l'expiration prochaine du traité de commerce avec l'Angleterre, les partisans de la protection et ceux du libre échange.

Si l'on peut dire qu'au point de vue théorique la question a été depuis longtemps épuisée, puisque tous les arguments pour et contre ont été développés et élucidés, depuis cinquante ans, dans des centaines de discours et dans des centaines de volumes, par des orateurs et des écrivains éminents, il n'en est pas de même au point de vue pratique, car les partisans de l'une et de l'autre école vont pouvoir puiser une foule d'arguments tout frais dans les deux expériences récentes qui viennent d'être faites en France et aux Etats-Unis, en France par l'application des doctrines libre-échangistes, aux Etats-Unis par la mise en vigueur de tarifs presque prohibitifs.

Dans ces deux pays, sous l'empire de deux systèmes opposés, nous voyons se produire une crise et un malaise qui servent certainement in vogue dans la discussion et pour les orateurs ne manqueront pas de présenter comme un fruits du système qu'ils auront pour mission de combattre.

Les débats du Corps législatif français sur cette question offrent donc pour nos lecteurs un double attrait en ce qu'ils doivent éclairer les deux faces d'une question qui intéresse tous les pays commerçants, et en ce qu'ils feront connaître les causes véritables de la crise industrielle qui pèse également sur deux pays que lient entr'eux d'importantes relations commerciales. Aussi ne craindrons-nous pas d'ennuyer nos lecteurs en consacrant à ces importants débats une grande partie de l'espace dont nous pouvons disposer.

C'est dans la séance du 11 mai que la discussion s'est ouverte, au Corps législatif, sur les interpellations de MM. Pouyer-Quertier, Jules Brame, Kolb Bernard et autres sur les conséquences de régime économique de la France. Comme on le verra par le discours de M. Thiers, dont nous donnons plus loin des extraits, un des principaux reproches qui ont fait à ce régime c'est son origine. Il a été imposé au pays, c'est à-dire de la Chambre qui représente le pays, il est le produit de l'initiative spontanée du gouvernement personnel. Cela est vrai, c'est dans une lettre adressée par Napoléon III en janvier 1860 à M. Rouher, alors ministre du commerce, que se trouve tracé le programme dont l'application a valu à la France les traités de commerce qui ont été, la même année ou les années suivantes, signés avec la Grande Bretagne et d'autres Etats.

Dans notre opinion, cette initiative est un des plus grands titres de gloire du règne de Napoléon III, et cette gloire M. Rouher la partage pour a être dévoué avec un zèle infatigable, et une rare intelligence, à la réalisation du programme tracé par l'Empereur. Le progrès que dix-huit années de discussions stériles eussent le peuple constitutionnel de Louis-Philippe, n'avaient pu accomplir, a pu devenir une réalité le effets à la volonté impériale qui a donné à ce ce réformes économiques l'autorité du fait accompli.

Aujourd'hui, les partisans de la protection veulent tout remettre en question, et ils ne manquent pas d'attribuer au nouveau régime toutes les crises qu'a subies l'industrie depuis 1860. On leur répond avec quelque raison que les traités de commerce de 1860 n'ont pas encore donné tout ce qu'ils promettaient et tout ce qu'attendaient d'eux leurs signataires. Entrés en vigueur au lendemain de grand trouble politique causé par la guerre d'Italie, ils ont vu bientôt s'élever contre eux une révolution complète dans le mouvement commercial de l'Europe avec l'Amérique ; la guerre de la sécession a, pendant quatre années, ruiné les relations du continent européen avec les Etats-Unis, et pendant que, dans l'Amérique du Nord, la guerre civile régnait avec toutes ses horreurs, des dissensions intestines éclataient dans l'Amérique du Sud et fermaient ainsi à la France tous les marchés à la fois ; puis enfin la guerre d'Allemagne et la crise politique qui l'a suivie. Voilà pour les causes extérieures. A l'intérieur, en France comme sur tout le continent, une crise alimentaire s'annonçait il y a cinq ans pour prendre chaque année plus de développement et arriver aux proportions que nous constatons aujourd'hui.

Mais ces raisons ne désarment pas les protectionistes qui représentent l'industrie française comme ruinée et agonisante. Dans la première séance, on a entendu M. Kolb-Bernard, un adversaire déterminé de tout progrès, qui croit que l'humanité doit s'immobiliser et chercher le bonheur dans l'esprit de sacrifice. Après lui M. de Tillancourt a plaidé la cause de l'agriculture dont nul en France ne conteste les souffrances. Dans la seconde séance, M. Brame s'est fait l'avocat du retour par et simple à la protection et à la prohibition. MM. Auguste Chevalier et Lisgeard ont combattu ces orateurs précédents. Mais ce n'étaient là que les préludes du grand tournoi oratoire qui allait s'ouvrir.

Le 13 mai, M. Thiers a pris la parole et a prononcé un long discours dont nous donnons plus loin quelques extraits. Si M. Thiers a souvent changé en politique, il tient à rester fidèle à ses vieilles erreurs économiques. On reconnaît toujours en lui l'homme qui déclarait les chemins de fer une utopie. Sans vouloir faire ici la réfutation de ces discours amusent M. Rouher n'aura pas de peine à répondre, nous ferons seulement observer que l'éminent orateur ne paraît jamais se préoccuper de l'intérêt des 38 millions de consommateurs français, tellement il est absorbé par ce qu'il croit être l'intérêt et même le droit des producteurs, comme si le rôle des gouvernements devait être de faire une atmosphère particulière à des industries qui ne sont pas viables naturellement.

M. de Forcade, ministre du commerce a du répondre à M. Thiers, et on n'attendait à ce que M. Pouyer-Quertier, grand industriel de Rouen, entrât dans la lice armé d'une masse de faits et de documents. M Emile Ollivier dut parler contre les interpellations et soutenir le gouvernement, et M. Rouher terminera sans doute la discussion. Dès que nous aurons le discours du ministre d'Etat nous en donnerons les parties les plus saillantes, et nous y ajouterons quelques commentaires.

MORT DU RÉDACTEUR EN CHEF DU COURRIER DES ETATS-UNIS. — C'est avec un vif sentiment de regret que nous apprenons la perte que vient de faire le *Courrier des Etats-Unis* en la personne de son rédacteur en chef, M. André Liberitier, qui est décédé le 27 mai dernier, à l'âge de 38 ans, après une longue et douloureuse maladie. Dans notre court séjour que nous avions fait à New-York, il y a deux ans, nous avions pu apprécier les qualités de l'homme ; quant à celles qui distinguaient M. Liberitier comme écrivain, nous les connaissions déjà par la lecture du journal qu'il rédigeait avec autant de conscience que de talent.

M. Liberitier avait fait ses études au Lycée Bonnparte à Paris. A dix-huit ans, il était parti pour l'Amérique Centrale en qualité de secrétaire de M. Compagnon Belly qui avait entrepris le percement de l'isthme de Nicaragua. En 1860, il vint à New-York et, l'année suivante, il succéda à M. Masseras comme rédacteur en chef du *Courrier des Etats-Unis*. La mort de M. Liberitier laissera un vide non seulement dans la rédaction de notre confrère mais encore dans les rangs de la presse franco-américaine des Etats-Unis.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS.

La construction de cette voie ferrée qui va réveiller les parties les plus endormies du Second District et y répandre la vie par un mouvement inaccoutumé, a marché à pas de géant ce qui fait grand honneur à la direction de cette entreprise ainsi qu'au secrétaire de la Compagnie, M. Jules Hyde. Nous apprenons que le chemin d'Orléans sera achevé vers le 15 du courant ; que les travaux et les dépôts seront assez avancés pour en permettre l'occupation vers le 25 et qu'enfin, à moins d'obstacles ou d'événements tout à fait imprévus, et fort improbables, l'inauguration aura lieu très certainement le 4 juillet prochain.

Si les chars de la rue Claiborne ont fait sensation, les chars du chemin de fer d'Orléans en feront bien davantage, car ils auront les premières autant de fumeur que de l'ancienne ville, vierge jusqu'ici de rails, de courbes et de toutes choses de ce genre. Un arrondissement des premiers autant deux autres grands carrés qui nous paraissent destinés à un développement rapide, auxquels que l'affaire finances aura été définitivement réglée. Puisque nous approchons du moment où ce fameux chemin sera mis en opération, il est bon de rappeler en quelques lignes les lieux dont il est appelé à faire le service.

Partant de l'intersection des rues Dauphine et Canal, les chars d'Orléans suivront la première rues jusqu'à la rue Dumaine ; descendront par cette rue jusqu'à la rue Broad et par la rue Broad jusqu'à la rue Lesharpe, où se trouvent le dépôt et les écuries de la Compagnie. Là les chars, après s'être arrêtés quelques minutes pour changer de mulet, prendront la grande route St Jean qu'ils suivront jusqu'au Bayou de ce nom, à l'endroit même où s'appuyait la digue du vieux pont sur la rive droite du Bayou. Arrivés là les chars feront station pendant cinq ou six minutes, ce point formant le terminus de la première course. Ils reviendront ensuite vers la ville par la même route jusqu'à la rue Dumaine par laquelle ils retourneront à la rue Broad, et par celle ci, à la rue St-Pierre qu'ils suivront jusqu'à la rue du Bassin. Par cette même rue du Bassin ils gagneront la rue du Canal par laquelle ils retourneront au point de départ, encourgnre Canal et Dauphine, *terminus* de la course de retour.

Nous ne connaissons rien de plus intéressant que ces deux tracés d'allée et de retour, et en même temps nous ne concevons rien de plus utile pour la population du second district. Il faut donc s'attendre à une grande vogue dans les premiers jours du service et cette vogue, sans nul doute, se maintiendra par la seconde raison que nous avons dite, celle de l'utilité.

LETTRE DU CONSUL DES ETATS-UNIS A LA VERA-CRUZ. — Ouverture des ports au commerce étranger dans le Golfe du Mexique :

Consulat américain, Vera Cruz, 30 avril 1868. Au collecteur de la douane à la Nelle Orléans

Monsieur, j'ai l'honneur de vous informer que le schooner américain Frederick H. appartenant Peter Rault, de la Nouvelle-Orléans, récemment expédié à la Douane de la Nelle-Orléans, a été autorisé à charger et à faire voile pour ce port, régulièrement expédiés ou certifiés par le consul mexicain à la Nelle-Orléans pour le port de Tampico avec une cargaison assortie de marchandises pour le port de Nautla, dans le golfe du Mexique.

A l'arrivée du navire au port de Nautla, entrée lui fut refusée, et il a été obligé de retourner, ainsi qu'il m'a communiqué au collecteur des douanes de cette ville, qui ordonna de le laisser entrer. A son entrée au port, il a été obligé de décharger entre mêmes marchandises à la seconde douane imposée en semblable circonstance, attendu que Nautla n'est pas un port d'entrée pour le commerce étranger, en considération de quoi qu'il n'avait été régulièrement expédié par le consul américain à la Nlle Orléans ; mais comme cette tolérance peut ne pas être exercée une autre fois, il me prie de vous informer qu'il pourrait faire de bonne foi une expédition de commerce à Nautla.

La partie du commerce du golfe du Mexique sont les suivante : Sisal, Campêche, Tabasco, Isla del Carmen (para solo el comercio del Puerto), Contzacoalcos, Vera-Cruz, Tuxpan, Tampico et Matamoros.

Avec beaucoup de respect,
Votre obt. serviteur,
E. H. SAUNIER, consul des E. U.

Retour.—On verra par un avis insérée plus loin que les amis de Phon. Thomas J. Durant sont invités à assister à une assemblée qui aura lieu aujourd'hui, à midi, près la dans la chambre du Sénat, à l'effet de prendre des arrangements pour sa réception, M. Durant devant arriver demain par le chemin de fer de Jackson.

Arrivée en Europe.—Nous sommes prié d'annoncer l'arrivée française Compagnonnage, capitaine Escudier-Canal, parti de New-York, est arrivée au Havre le 12 mai. Les passagers étaient tous en très bonne santé.

La Fête Champêtre.—Les personnes qui ont déjà manifesté le désir de participer à la fête que doit donner M. Mrs. W. Pugh au profit de l'Asile Catholique, de prendre les dernières mesures nécessaires à M. Jean Dubreuil, président du comité de finance, 4 rue Bureau, No 136 rue Gravier, au premier.

FABRIQUE DE CORDIAUX, SIROPS ET LIQUEURS. MM. Pepo et Manuel Briolara ont pris pour leur compte la fabrique de cordiaux, sirops et liqueurs de leur père, M. Joseph Briolara, située rue St-Pierre, entre les rues des Remparts et du Bassin. Ces messieurs nous ont adressé quelques échantillons des produits de leur fabrique et c'est en connaissance de cause que nous pouvons les recommander au commerce et aux consommateurs, car ces produits ne craignent de comparaison avec aucun de ceux qui sont manufacturés dans le pays. Ou trouve ra chez eux d'excellents sirops de toute sorte, des cordiaux et liqueurs tels que Mayorique, Kummer, Curaçao, Marasquin, Absinthe, &c., &c. Je fout meme de l'Elixir de parfait amour, liqueur fort usitée en Italie et qui trouvera ici des acheteurs.

Loterie de la Georgie. — On verra plus loin dans une annonce d'une nouvelle loterie de M. Thos S Potter, commis. Cette loterie, qui doit être tirée le 8 Juin prochain, promet à ses souscripteurs de beaux lots, qui sont exactement payés quand ils sont encaissés. Nous croyons donc que les personnes qui auront pour 25 cents (un quart de dollar) de billets, ou pour $2 50, et qui auront la chance de gagner, ne regretteront pas leur argent.

Les Traités de Commerce.

CORPS LÉGISLATIF FRANÇAIS.

Séance du 13 mai.

DISCOURS DE M. THIERS.

Nous donnons seulement les principaux passages du discours de M. Thiers, discours qui occupe sept colonnes de la *Patrie* :

.....

Attr vous au côté pratique. Que faut-il faire pour encourager le travail ? A tout travail, il faut un acheteur. Lorsque les marchands produisent, souvent avec trop de profusion, j'ai vu le marbre aux devantures de leurs boutiques, que cherchent-ils ? Des acheteurs. Que demandent-ils par les annonces qu'ils font insérer dans les journaux ? Des acheteurs. Que disent-ils, par des moyens moins pacifiques, lorsque les Tuileries et les Invalides Russien sont ces sanglants combats à ces autres hôtels qu'on appelait Mayfair ? Ils lui disparaissent des acheteurs.

Eh bien ! et c'est là le cœur de la question, que font les nations pour avoir des acheteurs ? Dans les temps barbares on employait des moyens barbares. Plus tard, on y a substitué les prohibitions, souvent barbares elles-mêmes, qui défendaient jadis en Angleterre, sous des peines terribles, l'exportation des machines. Mais on a marché, et depuis trente ans on est arrivé à abandonner les prohibitions on est entré à établir des tarifs, des droits qui ont pour objet d'assurer la préférence sur le marché national aux produits nationaux. Est-ce donc là une de ces mesures exceptionnelles que l'on puisse comparer à la guerre de Chine ? Non ; il est parfaitement permis, parfaitement légitime d'assurer une protection au produit national contre le produit étranger. Voilà la question et la. Rogner sur un travail national le marché national, c'est bien ! Très bien ! au plusieurs. (Rires.)

A ceci, les modernes économistes ont fait cette objection : Mais par votre protection, vous renchérissez le produit à l'intérieur et à l'étranger, et vous créez un monopole pour le produit français.

Le produit renchérit, c'est vrai ; mais quand vous frappez d'un droit de 50 pour cent de plus de ce que produit France de 50 d'ailleurs j'admets que si vous faites renchérir le produit national, ce n'est que pour un temps, vous prenez pour base de l'établissement des prix de ce produit pour tout le monde. L'histoire de la filature du coton en offre un frappant exemple.

En créant des produits chez soi, on crée d'abord la concurrence nationale, c'est-à-dire le bon marché à l'intérieur, et la concurrence à l'étranger, c'est-à-dire la concurrence universelle et le bon marché pour tout le monde.

Créer du travail chez soi, c'est donc faire la chose la plus prudente et la plus sage, et si le prix de toutes choses est descendu si bas, c'est que chaque nation a voulu se créer du travail chez elle, sous la protection des tarifs.

Mais, dira-t-on, le but être très atteint, il faudrait s'arrêter, la France n'a plus besoin de protection : et l'on rappelle les merveilles de l'Exposition universelle, on nous opposera notre état florissant.

J'ai étudié, moi aussi, cette exposition, et en milieu des splendeurs politiques j'ai aperçu une grande faiblesse politique et vraiment notre nation surpasser toutes les autres par l'habileté de son travail.

Mais de cette supériorité presque incontestée, il ne faudrait pas conclure, comme on l'a fait, que nous pouvons braver toute rivalité, que nous n'avons plus besoin de protection. Oui, nous sommes, la France est la plus habile, et cependant elle ne peut s'exclure avec ses concurrents. Pourquoi ? Par de qu'elle n'est pas manufacture que dans les produits supérieurs.

Pour l'industrie textile, vues magnifiques toiles peintes de Mulhouse, que les échanges français dépeuplent aussi pas de rivales. Mais les produits moyens, si nous ne les faisons pas inférieurs, nous les faisons plus chèrement. Les prix sont inférieurs. De même pour les draps et lainages.

Nos tissus de soie de Lyon à 60 ou 80 francs le mètre, ne souffrent aucune comparaison ; mais pour les unis, Zurich et Elberfeld peuvent nous faire concurrence : ils ne font pas mieux, ils font à meilleur marché.

Do m'me dans toutes nos industries : supériorité incontestable supérieure, nous faisons plus cherement les produits moyens, les produits moyens. En ne tenant pas compte de ce fait, on a méconnu notre zèle national à la supériorité de goût, la souveraineté dans le beau.

De même encore pour les fers, nous les fabriquons rivalisant avec ceux de Suède ; mais nos fers de charpente ne peuvent pas soutenir la concurrence anglaise.

De même fait on a rapporté l'air encore pour nos productions agricoles. Sans il le faut reprendre ; nos céréales, qui ont toujours jugées supérieures, ont toujours été chères. Mais les bords du Volga, le Danube, la Pologne peuvent fournir à 6 ou 7 francs des blés inférieurs que nous apporteront faire qu'à 18. Si donc les économistes ont raison, si leur principe est juste, il nous faudrait renoncer aux grandes productions de qualité inférieures. L'appréhension sur plusieurs bancs !

Pourquoi ne pouvons-nous pas rivaliser de bon marché avec l'étranger ?

Nos industriels, quand on leur demand les avertissements dont a parlé Sir M. Chevalier répondaient : Qu'on nous donne les conditions de l'Angleterre, et nous produirons alors à bon marché comme l'Angleterre. Je leur disais alors : Prenez garde, il y a là un piège. Si on vous pour ou l'autre on vous prendra sur mot ; on vous promettra les conditions de l'Angleterre, mais on ne vous les donnera pas.

C'est ce qui est arrivé, et les défenseurs du traité de commerce sont plus que jamais dilemme : ou bien ils nous ont trompés, ou bien ils se sont trompés eux mêmes en prétendant que le traité pouvait donner. (Nouvelle approbation sur les mêmes bancs.)

Quelles sont donc les causes de la supériorité de l'Angleterre ?

On a parlé de l'abondance des capitaux. C'est une erreur qui ne repose sur aucun principe. Les capitaux français sont abondants : la preuve, c'est ce phénomène inouï des 1,200 millions déposés à la Banque.

Jamais parents n'avaient été réunis. Quand les souverains de l'Asie rassemblaient à Samarkande les trésors de la moitié du monde, quand Sully entassait dans les caves de la Bastille ces merveilleuses épargnes dont on a tant parlé, quand Frédéric, à Potsdam, préparait la réserve destinée à assurer son ambition, tout cela n'était que misère à côté de notre richesse ; et ce phénomène inouï qui est fait jadis un prodige de prévoyance, est un prodige d'improvisation ; car ce sont les années de guerre qui nous l'ont donné, il est seulement plus étonnant qu'en Angleterre ; enfin, la France, qui solde un budget de quelques 2000 millions, pouvez assez au rire chesse.

Les voies de communication ! Oui, elles sont chez nous inférieures à celles de l'Angleterre. On a prétendu tort ce qu'on a pu, on l'a fait trop précipitamment pour le faire bien. Mais il y a les difficultés locales. On ne fera jamais que la France soit une rue, jamais notre conformation ne sera égale à celle des Anglais et ne fera une pareille concurrence aux chemins de fer. Quand donc on nous promet les conditions de l'Angleterre, on nous promet ce qu'on ne peut pas tenir.

Mais ces causes là ne sont pas encore les vraies causes de la supériorité anglaise, en ce qu'elle consiste le bon marché. Les causes vraies, on ne les a pas vues, on n'a pas voulu les voir, soit par amour-propre, soit par indulgence. La principale cause du bon marché anglais, c'est que celui qui fait le plus, fait non pas le moins, mais à meilleur marché. Cela est vrai pour toutes les industries. La France qui a employé 300,000 tonnes de houille pour produire 100 millions, celui qui n'en a que 10,000 ; le puits de mine dont l'on extrait 300,000 tonnes de houille produit à meilleur marché que celui dont il n'en sort que 100,000.

De même pour la marine, et c'est pour avoir méconnu cette vérité que j'ai fait un dernier mal déplorable. Ce n'est pas en vain que Colbert, ce n'est pas l'inscription maritime, que fait l'infériorité de notre marine. Ce n'est pas faute de matelots que l'Angleterre, avec ses vaisseaux anglais voyageurs, fait à meilleur marché que les nôtres ne sont chargés qu'à moitié.

Voilà donc la vérité. Oui, nous sommes inférieurs, et je puis le dire sans être accusé d'un chauvinisme exagéré, nous sommes même plus inférieurs que les concurrents ; mais nous faisons plus cher. (Très bien ! très bien !) On aura beau fouiller dans les entrailles de la question, c'est là qu'il faut aller chercher la vérité.

Notre infériorité provient donc de ce fait que nous fabriquons moins que nos rivaux ; et comme raison nécessaire, on peut ajouter que, dans certains pays voisins, on a plus de capitaux. En Allemagne, la main-d'œuvre est à meilleur marché. En bien ! nous avons nous mêmes signalé avec soin cette infériorité en autorisant par les traités que nous avons signés. Nous avons par la bonté l'exemple du libre-échange que l'Angleterre espérait. Assurément je ne suis pas l'ennemi de l'Angleterre ; j'honore au contraire cette grande nation.

Mais, comme je le disais l'année dernière, mon pays ne doit pas se laisser comparer à un homme, il doit être de plus un bon père de famille. Or, le premier devoir d'un bon père de famille, c'est de sécuper d'abord de l'intérêt de ses enfants. Un bon père qui fait le sacrifice. Elle a donné l'exemple du libre-échange. L'Europe entière a d'abord voulu nous suivre dans cette voie ; mais aujourd'hui à quelles dupes ries elle était exposée, elle s'est arrêtée. Le libéralisme Américain n'y est jamais entrée.

M. Thiers traite longuement de la situation des grandes industries : l'industrie agricole, l'industrie métallurgique, l'industrie textile et la marine ; il en trace un tableau très sombre et très décourageant et propose comme remède le rétablissement des surtaxes d'entrepôt et des surtaxes de pavillon. Mais en voici la véritable conclusion est contenue dans la fin de son discours que voici :

Eh bien, quel est le remède à cette situation ? Sans changer les traités, sans vous dessaisir d'une autorité que vous n'exercez, mêmement une chambre élective, laissez-moi vous le dire... (A gauche : Très bien ! très bien !) il y a deux choses que vous pouvez faire tout de suite : renoncer aux traités caution, renoncer aux admissions temporaires. Les industries qui profitent des traités, les industries de la construction et celle de l'impression des toiles font naître de la richesse pour faire des sacrifices aux industries beaucoup plus considérables qu'elles, qui souffrent. Je ne demande que la justice par l'égalité de traitement pour tous.

Il y a deux autres points essentiels sur lesquels, je crois, tout le monde sera d'accord : obtenir un double affranchissement, affranchissement de l'entrepôt, affranchissement de pouvoir arbitraire, qui voudrait tout faire à tir seul. (Bruit.)

A l'égard de l'étranger, s'il y a une doctrine admise par les économistes les plus absolus dans leurs doctrines, c'est que les traités de commerce sont une chose importante dans le temps présent. Les Anglais mêmes en sont convenus et en signent un avec vous que parce que vous offriez ce que le Corps législatif leur aurait refusé.

Un leur demandant d'y renoncer, vous ne rencontrerez pas de sérieuses difficultés. Et voulez-vous savoir l'avantage immense qu'il y aurait à ne pas avoir de traités ? La France, la plus franche, déplorable, a été commise, quand on a accordé à la Belgique presque la suppression des entraves d'entrepôt. En bien, vous êtes liés à l'Angleterre par le traité avec la Belgique. Si vous n'étiez pas enchaînés par une simple modification de tarifs, vous diminueriez les souffrances de notre marine. Il faut donc toujours s'affranchir de l'étranger.

On vous dira peut-être, Mais la politique ?— Si la politique est une telle objection dans nos affaires, à qui la faute ? Qui a fait cette situation politique qu'il faut aliéguer à tout moment dans nos plus graves nécessités intérieures ? Vous ! (Approbation à la gauche de l'orateur.)

Oui, la politique est quelque chose ; mais j'affirme, moi, que vous pouvez rompre ces traités très régulièrement, très légalement, sauf entre vous et nous, sans que nous ayons à craindre de vous aliéner l'Angleterre. Deux mots suffiront pour le prouver.

On dit : Les Anglais sont des marchands, ils tiennent surtout à leurs intérêts industriels.

Qui, ce sont des marchands, mais des marchands héroïques et qui comprennent qu'un despote de tel ou tel intérêt industriel il y a la grandeur de l'Angleterre englobant tous les intérêts industriels à la fois. Jamais donc pour une question industrielle ils ne compromettront ce grand intérêt de leur politique.

Or, leur politique, c'est la paix. Et savez-vous pourquoi c'est la paix ? Parce qu'à l'Occident vous avez vu l'Europe telle qu'elle la combinaient ; vu qu'en tout la moindre mouvement entraînerait une conflagration universelle.

Oui, à l'Occident, vous avez fait l'Europe, telle que les Anglais la combinaient. Quel était, en effet, l'état de l'Europe avant la prétendue destruction des traités de 1815 ? La France tenait la balance entre les puissances. Elle contenait la Prusse par l'Autriche et l'Autriche par la Prusse ; elle contenait celle-ci la Russie par l'Angleterre et l'Angleterre par la Russie ; elle était le centre de tout elle était un levier de toute balance, elle la tenait dans ses mains. Aujourd'hui, quelle est la situation ?

Il ne me semble pas qu'il y ait une puissance qui a la prétention à être notre égale, une puissance à laquelle il faut opposer 1,200,000 hommes. Voilà la situation que nous avons faite, en livrant à une liberté sauvage et à bras-le-bras carrément du continent lorsque, dans ces terreurs exagérées, elle s'imaginait que nous pouvions porter la guerre chez elle. Elle ne le craint plus aujourd'hui, elle sait que nous avons abattu nos forces. L'état de l'Europe, tel que nous l'avons fait, commande la paix. Et ne vous figurez pas que ce soit par l'esprit de système n'avons pas agi ainsi (Bruits et rumeurs.)

S'Exc M. Rouher, ministre d'Etat. C'est une dérision, cela !

M. Thiers. Ne m'interrompez pas ! de rem plir mon devoir en l'avec approbation à la gauche de l'orateur.) — Bruit.)

Est-ce que l'esprit de système n'est pas aussi dangereux que l'aveuglement des intérêts ou que l'esprit de routine ? Dans tous les cas, ces intérêts se montraient à découvert, on les avait, s'ils étaient tous entendus ici, non pas dans une enquête administrative, mais dans une enquête parlementaire, et, après avoir entendu, vérifié, cela que nous devons désirer, celle qu'il appartient à nous seule de dégager de tout ce qui pouvait être exagéré, de tout ce qui pouvait être inexact, de tout ce qui pouvait être intéressé, de discuter, de peser, de juger, et de faire ce qui est juste dans l'intérêt de tous.

Je demande donc ces deux choses qu'on nous donne dès maintenant que le compte rendu soit fait pas à ce que la taxe de 25 sur le whisky soit retenue par la Chambre. Si cette redemande est accordée avant le 4 mai, le gouvernement sera heureux.

Je suis arrivé avec beaucoup de répugnance à la session actuelle, parce que je savais qu'elle serait bien incapable la probabilité d'une réduction aussi grande. Vos taxes, avec les taxes additionnelles sur les marchandises de whisky et la taxe sur les spiritueux, produisent, je réduise la recette à 140 millions. Si on réduit la taxe sur le whisky on augmente sur les cigares ne sera pas exagéré. Enfin, le dernier droit sur le whisky n'excède pas 10 cents par gallon.

Washington, 1.—Le comité judiciaire du Sénat a fait un rapport contre la confirmation de Stanberry.

Il n'y a aucune mention aucun changement dans le personnel des subalternes au département de la guerre.

On parle de Reverdy Johnson pour la mission d'Angleterre.

Voici la lettre d'acceptation de Grant :

Washington, 29 mai 1868.

Général JOSEPH H. BARRETT,

Président de la convention républicaine nationale

En acceptant formellement la nomination de la convention républicaine nationale du 21 mai, il semble convenable que je donne la raison de vues, ainsi qu'un délai d'une simple acceptation, est faite

Les principales de la Convention ont été mes vues de guerre, de médiation et de pacification et exprimé, je crois, les sentiments de la grande masse de ceux qui ont combattu pour le maintien de l'Union. Je n'ai pas besoin de répéter leurs résolutions. Si je suis élu Président des Etats-Unis, je m'efforcerai d'administrer sous les lois, avec bonne foi, avec économie et avec l'intention de donner à tous les hommes protection partout. Dans un temps comme celui-ci, il est impossible qu'un homme s'imaginant impudent d'avancer quelques opinions sur la politique financière sans encourir le blâme. Exprimant les demandes de mélasse de Cuba sont changé de manière durant les trois jours que viennent de s'écouler à 40 à 50, depuis la qualité.

Arrivées de l'ouest : —Il ne nous est arrivé aucun bateau de l'ouest depuis notre revue d'hier.

Marché aux Bestiaux.

Jeudi, 28 mai 1868.

Arrivés hier : Bœufs du Texas, 300 ; veaux et vaux de lait, 40 ; moutons, 60.

Vendus : Bœufs du Texas, 250 ; veaux et veaux d'un an, 17 ; moutons, 60.

A vendre : 200 bœufs du Texas, 1200 veaux et veaux d'un an, 17 ; moutons, 60 ; cochons et vaches laitières.

Bœufs de 1re qualité, par lb. net	8	@ —
Bœufs de 2me	7	@ 7½
Bœufs de 3me	6	@ 6½
Bœufs de 4me	5	@ 5½
Cochons par lb.	8	@ 8½
Vaches à lait de 1re qualité, par tête	45	@ 50
Do 2me	35	@ 40
Do 3me	25	@ 30
Veaux à lait de 1re qualité, par tête	25	@ 30
Do de 2me	20	@ 25
Veaux de lait par lb.	12½	@ 15
Chèvres par tête	10	@ 12½

Marché aux Chevaux.

Samedi, 30 mai 1868.

Nouvelle-Orléans, 30 mai 1868.

Arrivés par chemin de fer Jackson : 50 chevaux et mules.

Vendus : 50 chevaux et mules.

A vendre : 100 chevaux et mules.

Prix : Chevaux de selle, de 100 à 150 ; chevaux de trait, seconde qualité, de 125 à 150 ; chevaux de première qualité, de 150 à 200 ; mules, de 150 à 200.

Pas de marché.

Dernières nouvelles !!

Dernières nouvelles !!

Dernières nouvelles !!